

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- > le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (la Société). Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par catégorie d'actif représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2012	2011	2010	2009	2008
Produits	53 491	46 894	44 970	39 900	39 520
Bénéfice net (perte nette)	53 435	122 588	18 696	17 145	(29 347)
Actif net	1 356 446	1 220 427	1 019 846	905 921	812 606
Actions en circulation (nombre, en milliers)	118 243	110 776	102 908	93 142	85 159
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,4	3,0	2,8	2,8	3,1
Taux de rotation du portefeuille :					
– investissements à impact économique québécois (%)	23	28	11	9	9
– autres investissements (%)	67	110	112	84	83
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	103 052	106 577	111 476	118 119	122 128
Émission d'actions	149 994	153 955	180 982	129 443	126 440
Rachat d'actions	67 410	75 962	85 753	53 273	17 016
Investissements à impact économique québécois au coût	625 414	498 984	473 331	475 785	412 828
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	659 045	541 909	439 550	401 321	348 408
Fonds engagés mais non déboursés	142 350	151 822	200 485	63 907	64 446

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	2012	2011	2010	2009	2008
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de l'exercice	11,02	9,91	9,73	9,54	9,89
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,46	1,15	0,19	0,19	(0,35)
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,46	0,43	0,45	0,43	0,47
Charges d'exploitation	(0,28)	(0,31)	(0,27)	(0,27)	(0,30)
Impôts et taxe sur le capital	(0,09)	(0,07)	(0,07)	(0,06)	0,04
Gains (pertes) réalisés	0,48	0,20	(0,36)	0,13	(0,20)
Gains (pertes) non réalisés	(0,11)	0,90	0,44	(0,04)	(0,36)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,01)	(0,04)	(0,01)	0,00	0,00
Actif net par action à la fin de l'exercice	11,47	11,02	9,91	9,73	9,54

SOMMAIRE

La Société a clôturé son exercice 2012 avec un bénéfice net de 53,4 M\$ (122,6 M\$ en 2011), soit un rendement de 4,2 % (11,6 % en 2011). L'actif net par action augmente ainsi à 11,47 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 11,02 \$ à la fin de l'exercice 2011. À titre indicatif, à ce prix de 11,47 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtiendrait un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 10,0 % et 11,7 % net d'impôts.

Rappelons que les résultats de 2011 ont été stimulés par la réévaluation de la juste valeur de la participation dans Enobia Pharma à la suite de l'offre d'achat reçue par la Société à la fin de l'exercice 2011. Cette réévaluation a eu un impact de l'ordre de 61,1 M\$ sur le bénéfice net et de 5,8 % sur le rendement de 2011.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique du Québec. Il se répartit entre cinq catégories d'actif et est composé essentiellement d'actions et de prêts.

Cette activité affiche en 2012 un rendement de 11,7 %, comparativement à un rendement de 26,0 % en 2011 (Enobia Pharma représente un apport de 13,9 % en 2011). La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » est celle qui a le plus contribué à ce rendement. Le rendement de 2012 se démarque favorablement du rendement cible attendu en fonction de la répartition d'actif établie. Au 31 décembre 2012, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 625,4 M\$. De plus, les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 142,4 M\$. Au cours de l'exercice, un volume d'investissements très important de 237,6 M\$ a été réalisé dont 29,3 M\$ dans le fonds Capital croissance PME S.E.C. et 20 M\$ dans le fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. De plus, la Société a déboursé des sommes importantes auprès de sept entreprises dans la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs ». La Société poursuit également sa mission par le biais de plusieurs initiatives développées en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc. (DCR), et qui sont présentées dans la section Investissements à impact économique québécois.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, procure des revenus courants stables à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Cette activité a généré un rendement de 4,1 % pour l'exercice 2012, comparativement à 7,4 % en 2011. Cette performance s'explique essentiellement par les produits générés par le portefeuille, car les variations des taux d'intérêts ont eu moins d'impact en 2012.

Au cours de l'exercice, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 150,0 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 67,4 M\$. Au 31 décembre 2012, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à 310,9 M\$. L'émission 2012, débutée à la fin mai 2012, s'est écoulée en moins de cinq jours. L'actif net a ainsi atteint 1 356,4 M\$, en hausse de 11,1 % par rapport au 31 décembre 2011. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2012 était de 103 052.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2012

Plusieurs obstacles ont entravé la reprise économique en 2012. La croissance a même ralenti dans plusieurs régions du monde, en particulier dans la zone euro, où la crise des dettes souveraines perdure. Des progrès encourageants ont toutefois été observés dans cette région. La Grèce a obtenu une réduction de sa dette moyennant un effort considérable de ses créanciers privés et la promesse de poursuivre l'application de mesures d'austérité. La Banque centrale européenne a également été plus active en procédant à des opérations de refinancement de long terme, en réduisant ses taux directeurs et en créant un programme d'achat de titres souverains. Les pays européens ont aussi mis en place un mécanisme de stabilité financière, soit l'équivalent d'un nouveau fonds de sauvetage, et ont poursuivi leurs négociations visant à améliorer l'efficacité de la zone euro qui ont mené à la planification d'une union bancaire.

Plusieurs pays émergents ont souffert de la faible demande des pays industrialisés. Ils ont aussi éprouvé des difficultés à attirer des capitaux puisque l'aversion des investisseurs pour le risque était élevée. La Chine a vu son rythme de croissance se stabiliser sous les 8 %, ce qui confirme la réussite de ses actions en matière économique. Les États-Unis et le Japon ont été parmi les rares pays à voir leur PIB réel progresser plus rapidement en 2012. Aux États-Unis, l'accélération de la croissance a été soutenue par le marché immobilier, qui commencerait par ailleurs à se relever. Au Japon, les résultats ont été gonflés par les efforts de reconstruction qui ont suivi le tremblement de terre de mars 2011.

Le Canada a vu sa croissance ralentir quelque peu entre 2011 et 2012. Le secteur extérieur a continué d'être affecté par la vigueur du dollar canadien et la faiblesse de la demande mondiale. Le Québec et l'Ontario ont été directement touchés par ces facteurs, mais les provinces plus associées aux ressources naturelles ont aussi souffert du repli des cours des matières premières. Sur le plan national, l'économie canadienne a subi les effets des mesures gouvernementales visant à réduire les déficits et de la consommation de biens plus modérée des ménages. Le marché immobilier a également montré des signes d'essoufflement après plusieurs années de hausses de prix et d'activités soutenues.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2013

La situation économique devrait rester précaire dans plusieurs régions du monde en 2013, en particulier dans la zone euro. Les mesures d'austérité devraient freiner la croissance pendant encore quelques trimestres. La Banque centrale européenne pourrait intervenir de nouveau pour soutenir l'économie et le système financier en abaissant une dernière fois ses taux d'intérêt directeurs et en achetant des obligations souveraines des pays en difficulté. Pour que cette dernière intervention ait lieu, les pays concernés devront toutefois demander officiellement de l'aide au mécanisme européen de stabilité, ce qui pourrait être le cas de l'Espagne. La Grèce pourrait encore ébranler les marchés, alors que de plus en plus d'intervenants suggèrent une deuxième restructuration de sa dette, qui serait cette fois assumée par le secteur public.

Ailleurs dans le monde, les pays émergents devraient se relever progressivement à mesure que la situation se redressera en Europe et aux États-Unis. L'issue des négociations portant sur le fiscal cliff (ou « mur budgétaire ») à la fin de 2012 devrait retrancher environ 1,0 % de la croissance américaine en 2013, et le relèvement du plafond de la dette demeure une importante source d'inquiétude. D'autres facteurs compenseront l'apport négatif du gouvernement à la croissance. L'amélioration du bilan des ménages et la baisse du taux de chômage soutiendront la consommation. De plus, le marché immobilier devrait poursuivre sa nouvelle tendance haussière. Au total, la cadence de l'économie américaine devrait tout de même ralentir légèrement en 2013. Cela devrait inciter la Réserve fédérale américaine à maintenir ses taux d'intérêt directeurs au plancher jusqu'au milieu de 2015 et à prolonger son programme d'assouplissement quantitatif au moins jusqu'à l'automne.

L'économie canadienne pourrait profiter de la progression de la demande mondiale ainsi que d'une légère remontée des cours des matières premières. En revanche, le dollar canadien devrait demeurer au-dessus de la parité avec le dollar américain, ce qui continuera de nuire aux exportateurs, notamment aux manufacturiers établis principalement au Québec et en Ontario. L'essentiel des coupes dans les dépenses publiques et des hausses de taxes semble derrière nous. La consommation devrait suivre l'évolution positive du marché de l'emploi et de la hausse des revenus, mais la prudence demeurera de mise étant donné les taux d'endettement déjà élevés. Par ailleurs, le marché immobilier devrait continuer de se stabiliser graduellement. Dans l'ensemble, la croissance économique pour 2013 devrait frôler les 2 % tant au Canada qu'en Ontario et se situer autour de 1,5 % au Québec. L'activité économique ne sera cependant pas suffisamment soutenue pour ramener l'inflation au-dessus de la fourchette cible de la Banque du Canada, ce qui devrait inciter celle-ci à ne pas relever ses taux directeurs.

Ce contexte économique, et en particulier l'évolution des taux d'intérêt, a une influence sur la juste valeur du portefeuille des autres investissements alors que le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est davantage influencé par des facteurs plus locaux.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

La Société a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

VISION ET MISSION

La Société travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Pour ce faire, la Société a défini sa vision comme suit :

Voir à ce que notre avenir économique prenne racine, ici et maintenant, c'est capital.

Dans cet esprit, la mission de la Société s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

OBJECTIFS

Afin de réaliser sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment concernant le transfert ou le rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- Valoriser les entreprises partenaires;
- Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement raisonnable à l'actionnaire.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissements, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en appuyant les besoins de plus en plus croissants en matière de transfert d'entreprises.

STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La réalisation de la mission et la vision de la Société s'appuient sur les quatre orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer le développement économique régional;
- Assurer un rendement raisonnable sur le capital;
- Assurer une capitalisation suffisante pour atteindre les objectifs d'affaires;
- Optimiser l'impact de notre réseau de distribution.

Le gestionnaire de la Société regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général. Ainsi, le gestionnaire répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires se distinguant principalement selon les tailles d'entreprises et les catégories d'actif :

- **Capital de développement** pour regrouper les activités régionales dont celles des régions ressources et des coopératives;
- **Rachats d'entreprises et investissements majeurs** pour couvrir les investissements majeurs, dont les rachats d'entreprise, et les coopératives de travailleurs actionnaires qui y sont associées, et ceux réalisés en technologies de l'information;
- **Capital de risque – Santé** pour regrouper les quelques investissements des sciences de la vie;
- **Fonds** pour toutes les activités d'investissements effectués dans des fonds.

Chacune des lignes d'affaires correspond à une catégorie d'actif, à l'exception de la ligne d'affaires Rachats d'entreprises et investissements majeurs qui, compte tenu de son profil hétérogène, est composée de deux catégories d'actif, soit Rachats d'entreprises et investissements majeurs, et Innovations technologiques. La Société compte donc cinq catégories d'actif dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Conformément à son orientation stratégique d'appui au milieu coopératif, le gestionnaire de la Société favorise la promotion de coopératives de travailleurs actionnaires, une approche qui permet aux employés de devenir copropriétaires de leur entreprise de concert avec l'équipe de direction et la Société. Les employés ont ainsi l'occasion de participer au développement économique de leur région, tout en partageant la richesse issue de leurs milieux respectifs.

La Société s'est également donné pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires, tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité de la valeur de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société se décline ainsi :

- Les actifs financiers de la Société sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification ;
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle de la valeur de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable ;
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédent de ses émissions d'actions ;
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

Finalement, la Société doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 60 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles et 35 % de ces investissements doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par la Société. Au 31 décembre 2012, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

GESTION DES RISQUES

GOUVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration doit s'assurer que les risques importants reliés aux activités de la Société soient identifiés et priorisés et que des mécanismes de contrôles soient en place pour la gestion et la surveillance de ceux-ci. La surveillance et l'encadrement des différents risques sont répartis entre les comités qui font régulièrement rapport au conseil d'administration et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions des comités et du conseil d'administration.

La majorité des membres du conseil d'administration sont indépendants face à la Société selon les principes généralement reconnus pour déterminer l'indépendance, soit en évaluant si les relations d'affaires ou personnelles qui existent entre un administrateur et la Société sont de nature à soulever un doute quant à la capacité de l'administrateur à poser un jugement impartial. Le conseil d'administration évalue également le statut de chaque administrateur par rapport à Desjardins. Ainsi, un administrateur de la Société n'est pas considéré comme étant indépendant s'il est administrateur, dirigeant ou salarié d'une personne morale qui est en relation d'affaires avec la Société et qui fait également partie du groupe du Mouvement Desjardins. L'administrateur siégeant au conseil d'administration d'une caisse Desjardins est considéré indépendant de la Société. Selon ces principes, au 31 décembre 2012, deux administrateurs sont considérés comme non indépendants de la Société.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil d'administration, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

Comité exécutif

La majorité des membres du comité exécutif sont indépendants. Conformément aux Règlements généraux de la Société, ce comité a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil d'administration, excepté ceux qui, en vertu de la loi constitutive, doivent être exercés par le conseil d'administration et ceux que celui-ci se réserve expressément. Il assume, notamment, les responsabilités reliées à la gouvernance et gère le processus annuel d'évaluation de l'efficacité du conseil d'administration et des comités. Il a également la responsabilité d'interpréter et d'appliquer la politique d'achat de gré à gré et formule des recommandations à cet égard au conseil d'administration. De plus, il discute trimestriellement avec le gestionnaire de la Société des dossiers à risque et des mesures prises pour redresser la situation.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé exclusivement de membres indépendants. Il a comme mandat général d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de l'information financière. Il veille à ce que le Gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Comité de gestion des actifs financiers

La majorité des membres du comité de gestion des actifs financiers sont indépendants. Ce comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de la Société, afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque global. À ce titre, il s'assure que la Société dispose de toutes les politiques, directives et procédures adéquates touchant les actifs financiers et voit à l'élaboration et à la révision annuelle de celles-ci. Le comité effectue le suivi de la performance de la Société et s'assure du respect par celle-ci des lois et règlements relatifs aux actifs financiers.

Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie est composé exclusivement de membres indépendants. Il a le mandat général de faire rapport au conseil d'administration sur toute question relative à l'application du Code d'éthique et de déontologie de la Société que le conseil d'administration a pu lui soumettre. Aussi, le comité s'assure du respect des règles d'éthique et de déontologie et joue un rôle de prévention et de

promotion de ces règles auprès des membres du conseil d'administration, des comités et des ressources du gestionnaire. Le comité assiste, notamment, le conseil d'administration dans son rôle de surveillance des conflits d'intérêts, des plaintes et des signalements des actions contraires aux encadrements et des opérations entre parties liées à la Société.

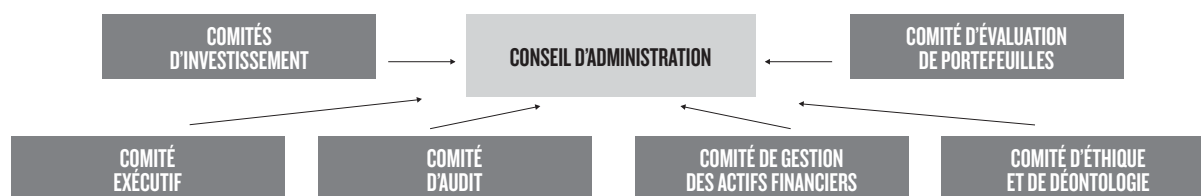
Comités d'investissement

Le mandat général des comités d'investissement consiste à évaluer et approuver des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois présentées par le gestionnaire de la Société et provenant de ses lignes d'affaires. Ces transactions sont autorisées à l'intérieur des paramètres définis par le conseil d'administration, selon le processus décisionnel approuvé. Ces comités sont composés respectivement de deux administrateurs de la Société, dont l'un d'eux en assume la présidence, et de membres externes, choisis en fonction de leur maîtrise et de leur expérience des secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissements à impact économique québécois, et pour leur capacité à détecter les risques liés à une transaction.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le mandat général confié au comité d'évaluation de portefeuilles consiste en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de la Société, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à la Société. Ce comité est également composé de deux administrateurs indépendants de la Société, dont l'un d'eux en assume la présidence, et de membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

L'encadrement de gouvernance en 2012 se présentait comme suit :



Dans un souci d'amélioration continue, le conseil d'administration a abordé en 2012 la révision de la gouvernance de la Société en y incorporant la gestion intégrée des risques. Les conclusions de cette démarche seront mises en place au cours de l'exercice 2013.

RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs de la Société pour l'exercice 2012.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE	COMITÉ AD HOC	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	(11 séances)	(10 séances)	(5 séances)	(4 séances)	(7 séances)	(4 séances)	(\$)
Chantal Bélanger	6/6		2/2				11 367
Évangéliste Bourdages	9/11	9/10			3/4	1/3	22 000
Marlène Deveaux	11/11		5/5				20 800
Michael Dorosz	5/5			2/2			9 433
Maurice Doyon	11/11	10/10		4/4			25 000
Francine Ferland	11/11		5/5		7/7		23 600
Josée Fortin	11/11				6/6		27 900
Pierre Gauvreau	11/11	10/10		4/4		4/4	28 200
André Lachapelle	11/11	10/10		4/4		1/1	43 700
Steeve Lepage	11/11		3/3	2/2		3/3	22 300
Jean-Claude Loranger	11/11			3/4			19 300
Bruno Morin	11/11	10/10	5/5	4/4		4/4	28 400
Jacques Plante	10/11		5/5				27 100
Claudine Roy	10/11			2/2	4/4		19 900
Rémunération totale							329 000

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU : En plus de l'indemnité et l'allocation de présence versées aux administrateurs pour leur présence aux réunions, aux sessions d'accueil ou de formation, le directeur général reçoit un montant forfaitaire supplémentaire de 10 000 \$, lequel n'est pas inclus dans le tableau. M. Bruno Morin occupe ce poste depuis le 5 mai 2005. M. Michael Dorosz a terminé son mandat le 1^{er} août 2012. Mme Chantal Bélanger a été nommée au conseil d'administration le 1^{er} août 2012, en remplacement de M. Michael Dorosz et est devenue membre du comité d'audit à cette date, en remplacement de M. Steeve Lepage. M. Évangéliste Bourdages est devenu membre du comité d'éthique et de déontologie le 1^{er} août 2012, en remplacement de Mme Claudine Roy. Mme Claudine Roy et M. Steeve Lepage sont devenus membres du comité de gestion des actifs financiers le 1^{er} août 2012.

Le tableau suivant détaille le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes siégeant aux comités d'investissement et d'évaluation de portefeuilles. Cette rémunération était assumée en 2012 par le gestionnaire, DCR, à même les honoraires de gestion versés par la Société.

NOMS	COMITÉ D'INVESTISSEMENT RÉGIONS ET COOPÉRATIVES	COMITÉ D'INVESTISSEMENT RACHATS D'ENTREPRISES ET INVESTISSEMENTS MAJEURS	COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	(20 réunions)	(9 réunions)	(3 réunions)	(\$)
Pierre Barnès		9/9		9 200
Chantal Bélanger *			2/2	2 500
Marc Dallaire	6/10			4 900
Marlène Deveaux *	19/20			9 700
Guy Delisle	8/8			4 767
Marc-André Dionne		8/9		8 700
Maurice Doyon, président *	20/20			16 400
Michel Duchesne	20/20			12 900
Josée Fortin *		9/9		6 200
Pierre Gauvreau *			1/1	1 000
Yves Lavoie	19/20			12 700
Sébastien Mailhot			2/2	3 500
Michel Martineau			3/3	5 000
Gilles Metcalfe		9/9		9 200
Bruno Morin, président *		9/9		12 700
Guy Morin	15/20			11 000
Marcel Ostiguy		8/9		8 700
Jacques Plante, président *			3/3	9 500
George Rossi			3/3	5 000
Michel Rouleau	19/20			12 400
Nancy Wilson	18/20			11 900
Rémunération totale				177 867

* Administrateurs de la Société

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU : Mme Chantal Bélanger a assisté comme observatrice à une réunion du comité d'évaluation de portefeuilles pour ensuite devenir membre dudit comité, le 1^{er} août 2012. M. Sébastien Mailhot est devenu membre du comité d'évaluation de portefeuilles le 31 mai 2012. M. Guy Delisle est devenu membre du comité d'investissement Régions et coopératives le 16 août 2012, en remplacement de M. Marc Dallaire qui a quitté le 26 juin 2012.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 13 février 2013.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 670,8 M\$ (667,6 M\$ au 31 décembre 2011).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 13,5 M\$ (63,4 M\$ au 31 décembre 2011) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 592,6 M\$ (562,1 M\$ au 31 décembre 2011) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 27,8 M\$ du résultat net, représentant une diminution de 2,1 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2012 (28,0 M\$ pour 2,4 % au 31 décembre 2011). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 29,4 M\$ représentant une augmentation de 2,2 % du prix de l'action (29,7 M\$ pour 2,5 % au 31 décembre 2011). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 64,7 M\$ (42,1 M\$ au 31 décembre 2011) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2012, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans trois entreprises cotées pour une valeur de 2,0 M\$ représentant 0,1 % de l'actif net (quatre entreprises d'une valeur de 5,6 M\$ au 31 décembre 2011 représentant 0,5 % de l'actif net). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 116,7 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 31 décembre 2012, comparativement à 157,3 M\$ soit 12,9 % de l'actif net au 31 décembre 2011. Cette diminution reflète, notamment, les sommes perçues lors de la cession de la participation dans l'entreprise Enobia Pharma au premier trimestre 2012.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2012, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 114,0 M\$ US au taux de 0,9946 \$ CA/\$ US ainsi que 1,4 M\$ AU (dollar australien) au taux de 1,0294 \$ CA/\$ AU, et ce, le 28 mars 2013.

Au 31 décembre 2012, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 1,9 M\$ (0,1 M\$ au 31 décembre 2011). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par catégorie d'actif et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les départager entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		AU 31 DÉCEMBRE 2012		AU 31 DÉCEMBRE 2011	
		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	643 223	97,6	434 950	80,3
7 à 9	À risque	11 963	1,8	96 713	17,8
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	3 859	0,6	10 246	1,9

La diminution de la pondération attribuée à la catégorie « À risque » est expliquée majoritairement par la cession de la participation dans l'entreprise Enobia Pharma au début de l'exercice 2012. De plus, le volume important des nouveaux investissements réalisés en 2012, lesquels sont généralement attribués à la catégorie « Risque faible à acceptable », a contribué à l'amélioration du risque de crédit global du portefeuille comparativement à celui de l'exercice précédent.

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS, ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 31 DÉCEMBRE 2012		AU 31 DÉCEMBRE 2011	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	39,2	19,0	39,1	17,4
Autres investissements*	52,0	25,8	50,7	27,8

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 90,4 % (100,0 % au 31 décembre 2011) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 53,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, soit un rendement de 4,2 %, comparativement à un bénéfice net de 122,6 M\$ (rendement de 11,6 %) pour l'exercice précédent.

Les résultats de 2011 incluent la réévaluation de la juste valeur de la participation dans Enobia Pharma. Cette réévaluation a eu un impact de l'ordre de 61,1 M\$ sur le bénéfice net et de 5,8 % sur le rendement de 2011. La réévaluation de la juste valeur de la participation dans Enobia Pharma a aussi eu un impact positif de 13,9 % sur le rendement de 2011 de l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de 5,2 % et 2,3 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 3,3 % sur le rendement de la Société.

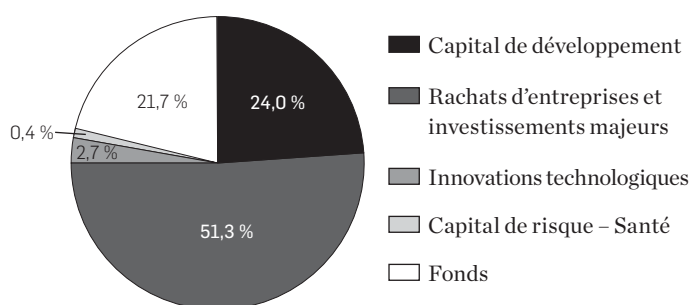
La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2012				2011			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Investissements à impact économique québécois	601	46,9	11,7	5,2	492	43,8	26,0	11,3
Autres investissements et encaisse	680	53,1	4,1	2,3	638	56,2	7,4	4,2
	1 281	100,0	7,5	7,5	1 122	100,0	15,5	15,5
Charges, nettes des frais d'administration			(2,5)	(2,5)			(3,2)	(3,2)
Impôts sur les bénéfices			(0,8)	(0,8)			(0,7)	(0,7)
Rendement de la Société			4,2	4,2			11,6	11,6

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Composition du portefeuille

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif. Au 31 décembre 2012, la juste valeur de ce portefeuille se ventillait ainsi par catégorie d'actif :



La catégorie d'actif « Capital de développement » se compose essentiellement d'investissements non garantis sous forme de participations minoritaires au capital-actions, d'avances ou de prêts. Ces financements s'adressent à des entreprises en expansion ou à maturité. Ils peuvent également s'appliquer à des entreprises en démarrage situées en régions ressources. Le montant des investissements de cette catégorie varie généralement entre 200 k\$ et 10 M\$. Toutefois, depuis juillet 2010, tout investissement de 3 M\$ ou moins dans une nouvelle entreprise partenaire est généralement effectué par le biais du fonds Capital croissance PME S.E.C. (CCPME) et est alors inclus dans la catégorie « Fonds ». Une description de CCPME est présentée un peu plus loin.

La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » a un double mandat. Tout d'abord, la Société vise à acquérir des entreprises pour en assurer la continuité ou pour consolider des secteurs prometteurs tout en favorisant le maintien de leur propriété au Québec. De plus, elle appuie la croissance d'entreprises rentables de tous les secteurs d'affaires du Québec en participant à leur capital-actions ou en s'associant à titre de créancier non garanti pour des montants variant de 10 M\$ à 50 M\$.

Les portefeuilles « Innovations technologiques » et « Capital de risque - Santé » sont composés d'investissements directs dans des entreprises spécialisées des secteurs des technologies de l'information et des sciences de la vie. La Société vise à optimiser la valorisation des participations détenues mais, depuis 2008, ne réalise plus de nouveaux investissements dans ces catégories d'actif. Au 31 décembre 2012, ces portefeuilles ne comptent plus que neuf entreprises (juste valeur de 17,7 M\$) et trois entreprises (juste valeur de 2,4 M\$) respectivement.

En plus d'investir directement dans des entreprises d'ici, la Société détient des participations dans des fonds spécialisés et partenaires. Ces participations sont regroupées sous la catégorie « Fonds ». Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, DCR.

- CCPME, dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 3 M\$, a été créé le 1^{er} juillet 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 200 M\$, déboursée en grande partie sur une période de trois ans. Le gestionnaire de cette société en commandite est DCR, soit le même gestionnaire que la Société. Au 31 décembre 2012, la Société avait déboursé 62,1 M\$ sur son engagement total de 100 M\$, permettant ainsi à CCPME d'appuyer 125 entreprises dans leur développement.
- La Société est aussi commanditaire majoritaire du fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui est également géré par DCR. Au dernier trimestre de 2012, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a transféré la majorité de ses actifs vers DI. De plus, la Société a injecté 20 M\$ additionnels dans DI afin d'appuyer les entreprises faisant partie du portefeuille actuel et de fournir un financement pour de nouveaux projets. Avec cette augmentation de capitalisation, DI s'est engagé à injecter un total de 65 M\$ dans un écosystème composé de plusieurs fonds et partenaires ayant pour but d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement.

- Le Fonds Relève Québec offre des prêts à conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors du transfert d'entreprises afin de financer une partie de leur mise de fonds. Le gouvernement du Québec ainsi que deux autres partenaires participent au financement de ce fonds. Pour sa part, la Société s'est engagée pour une somme de 10 M\$.
- En décembre 2012, la Société a créé la société en commandite Essor et Coopération ayant pour objectif d'appuyer la création et la croissance de coopératives au Québec. Ce nouveau fonds, dont la gestion a été confiée à DCR, bénéficiera d'une capitalisation de 45 M\$, alors que la Société et d'autres partenaires se sont engagés pour des sommes respectives de 40 M\$ et 5 M\$. Parallèlement, cette nouvelle société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le réseau des Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme totale de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. Les premiers investissements sont prévus en 2013.
- Finalement, en novembre dernier, la Société en association avec le gouvernement du Québec, CDPQ, le Mouvement Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fondation de l'entrepreneuriat et Québecor ont créé le Fonds Prêt à Entreprendre s.e.c. Cette initiative permet de cibler et de soutenir les nouveaux entrepreneurs les plus prometteurs, et ce, aux quatre coins du Québec. Le programme offre un accompagnement global aux entrepreneurs par l'attribution de prêts sans intérêt ni garantie d'une valeur maximale de 30 k\$, jumelé à du mentorat et à un appui technique. Le budget du programme est de l'ordre de 7 M\$. La Société s'est engagée à y consacrer 1 M\$ par le biais de CCPME. Les premiers investissements sont prévus au premier trimestre 2013.

Activité d'investissements à impact économique québécois
Des investissements de 237,6 M\$ réalisés au cours de l'exercice 2012 ainsi que des produits de cession de 154,7 M\$ et des gains nets réalisés et non réalisés de 33,7 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 658,8 M\$ au 31 décembre 2012 (542,2 M\$ au 31 décembre 2011). La somme importante des investissements réalisés au cours de l'exercice est principalement attribuable aux nouveaux investissements de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » qui a contribué pour un montant total de 130,4 M\$.

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 142,4 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 151,8 M\$ au 31 décembre 2011. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2012 s'élevaient à 767,8 M\$ dans 186 entreprises, coopératives et fonds, dont 625,4 M\$ ont été déboursés.

Des billets à payer d'une juste valeur de 10,9 M\$ (14,3 M\$ au 31 décembre 2011) découlent de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a remboursé des billets d'une valeur de 2,4 M\$ et la juste valeur des billets a été ajustée à la baisse de 1,0 M\$, générant ainsi un gain net de 1,0 M\$ pour la Société.

Rendement du portefeuille

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF	2012				2011			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Capital de développement	153	12,0	11,9	1,4	159	14,2	8,9	1,5
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	264	20,6	23,0	3,6	152	13,5	21,9	2,5
Innovations technologiques	21	1,6	8,8	0,2	42	3,7	35,1	2,0
Capital de risque – Santé	44	3,4	(3,9)	(0,3)	59	5,2	157,2	5,0
Fonds	119	9,3	3,8	0,3	80	7,2	4,6	0,3
	601	46,9	11,7	5,2	492	43,8	26,0	11,3

Au cours de l'exercice 2012, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 66,0 M\$, soit un rendement de 11,7 %, comparativement à 119,5 M\$ en 2011 (rendement de 26,0 %). La catégorie « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » affiche, cette année encore, un solide rendement de 23,0 % découlant de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs des entreprises en portefeuille.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers \$)

	2012	2011
Produits	31 784	27 052
Gains et pertes	34 259	92 423
	66 043	119 475

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

La Société a enregistré aux résultats de l'exercice un gain réalisé et non réalisé de 34,3 M\$ comparativement à un gain de 92,4 M\$ en 2011. La performance de l'exercice provient notamment de l'accroissement de la valeur de deux entreprises de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs ». Le gain important en 2011 découlait, entre autres, de la réévaluation de la juste valeur de la participation de la Société dans Enobia Pharma.

Au 31 décembre 2012, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est amélioré comparativement à celui observé un an plus tôt, tel qu'illustré à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Au 31 décembre 2012, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 678,2 M\$, comparativement à 682,5 M\$ au 31 décembre 2011. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Aux 31 décembre 2011 et 2012, 70 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale.

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 49 % au terme de l'exercice 2012 (56 % au 31 décembre 2011). Les fonds engagés mais non déboursés de 142,4 M\$, représentant 10 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société anticipe que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

À la suite du ralentissement du rythme des rachats d'actions et du succès de l'émission 2012, la Société travaille actuellement sur de nouvelles stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements. L'objectif est d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le conseiller en valeurs mandaté par le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le conseiller en valeurs. Cette activité a généré un gain de 1,3 M\$ pour l'exercice 2012 (1,0 M\$ en 2011). Au 31 décembre 2012, la Société n'avait aucune position de marché.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers \$)

	2012	2011
Produits	21 108	19 155
Gains et pertes	8 118	25 334
	29 226	44 489

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 29,2 M\$ pour l'exercice 2012, comparativement à 44,5 M\$ en 2011. Les produits courants sont en hausse par rapport à ceux de la même période de 2011, ce qui s'explique surtout par un volume d'investissements moyen à la hausse en 2012.

Enfin, pour l'exercice 2012, la Société a enregistré un gain net sur son portefeuille des autres investissements de 8,1 M\$. Le gain réalisé découle principalement du positionnement du portefeuille en titres hypothécaires garantis par le Canada et en obligations corporatives et provinciales. Les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement de 1,38 % au 31 décembre 2012 (1,27 % au 31 décembre 2011).

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 31 décembre 2012, ce réseau de distribution était constitué de 378 caisses Desjardins et de 939 centres de service, pour un total de 1 317 points d'accès.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que son capital-actions n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, le plafond de capitalisation de la Société établi à 1 250 M\$.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle où le plafond aura été atteint pour une première fois, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 31 décembre 2012, le capital-actions de la Société s'élève à 1 189,7 M\$ pour 118 243 301 actions en circulation.

Les souscriptions recueillies au cours de l'exercice 2012 se sont élevées à 150,0 M\$ comparativement à 154,0 M\$ en 2011.

L'émission 2012, mise en vente à la fin du mois de mai, a connu un succès sans précédent alors que le montant maximal de 150 M\$ disponible pour la présente période de capitalisation a été entièrement écoulé en moins de cinq jours.

Pour l'exercice 2012, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 67,4 M\$ (76,0 M\$ en 2011). La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats.

Au 31 décembre 2012, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à 310,9 M\$. Au cours de l'exercice 2013, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 90,4 M\$ deviendront également éligibles au rachat, pour un potentiel de rachats pour l'exercice 2013 avoisinant 401,3 M\$.

Les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2012 s'élèvent à 1 356,4 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

ÉMISSION	PRIX D'ÉMISSION (\$)	SOLDE* (M\$)	RACHAT POSSIBLE À COMPTER DE
2001	10,00	33,8	2008
2002	10,00	97,9	2009
2003	10,12 et 10,24	48,0	2010
2004	10,25	60,5	2011
2005	10,25	70,7	2012
2006	10,37 et 10,21	90,4	2013
2007	10,21 et 9,92	110,9	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	162,6	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	177,7	2016
2010	9,73 et 9,80	175,1	2017
2011	9,91 et 10,02	172,8	2018
2012	11,02	156,0	2019
Capitaux propres		1 356,4	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2012.

Au cours de l'exercice 2012, la Société a attiré 5 240 nouveaux actionnaires, ce qui, en tenant compte également des rachats survenus, a porté le nombre d'actionnaires à 103 052 au 31 décembre 2012, comparativement à 106 577 au 31 décembre 2011. Malgré ce repli du nombre d'actionnaires, le capital-actions de la Société est en progression puisque l'investissement moyen par actionnaire est en hausse, les mêmes actionnaires souscrivant années après années à de nouvelles actions. Rappelons que jusqu'en 2007, chaque actionnaire était limité à une souscription par année de 2 500 \$ comparativement à la limite actuelle de 5 000 \$.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers \$)

	2012	2011
Frais de gestion	27 529	27 283
Autres frais d'exploitation	3 376	5 137
Services aux actionnaires	1 611	1 774
	32 516	34 194

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les frais de gestion annuels versés à DCR équivalent à 2,25 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Auparavant, ce taux était de 2,5 %. Les frais de gestion pour l'exercice 2012 représentent 27,5 M\$ comparativement à 27,3 M\$ en 2011. Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

Une nouvelle convention de gestion est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Certaines dépenses relatives à la gouvernance auparavant prises en charge par DCR ainsi que des frais d'émission d'actions seront désormais à la charge de la Société. Le taux des frais de gestion annuels sera ainsi réduit à 2,02 %.

La baisse des autres frais d'exploitation de 1,8 M\$ s'explique, entre autres, par des frais d'honoraires professionnels non récurrents enregistrés en 2011 et reliés à la plus-value sur la participation de la Société dans l'entreprise Enobia Pharma. Aussi, une augmentation de 1,0 M\$ s'explique par des frais reliés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements qui permettra de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2013.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'était payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions pour l'exercice 2012. Cette convention est renouvelable, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Les frais de services aux actionnaires pour l'exercice 2012 sont comparables à ceux de 2011.

Le ratio des charges totales d'exploitation a diminué à 2,4 %. Cette baisse s'explique par la croissance de l'actif moyen jumelée à la baisse du taux de frais de gestion ainsi que par les frais non récurrents enregistrés en 2011, relativement à la participation dans l'entreprise Enobia Pharma.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 9,9 M\$ pour l'exercice 2012 comparativement à 7,9 M\$ pour la même période en 2011. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

En raison de l'harmonisation des taxes à la consommation, la Société anticipe que ses charges d'exploitation augmenteront en 2013.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2012, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élèvent à 82,6 M\$ (78,0 M\$ en 2011). Les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 4,9 M\$ en baisse comparativement à 19,4 M\$ en 2011.

Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de trésorerie de 109,0 M\$ pour l'exercice 2012 comparativement à 153,0 M\$ pour 2011. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 228,0 M\$ pour l'exercice 2012 comparativement à 138,4 M\$ pour 2011. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 8,4 M\$ pour l'exercice 2012, comparativement à une utilisation nette de fonds de 137,0 M\$ pour l'exercice 2011.

Au 31 décembre 2012, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 11,0 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2011).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2012.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES - NORMES INTERNATIONALES IFRS

Historique

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) confirmait qu'à partir du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (IFRS) remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques.

Au premier semestre de 2010, l'organisme responsable des normes IFRS, l'International Accounting Standards Board (IASB), amorçait

la révision des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers que doivent appliquer les sociétés de placement. Ces réflexions ont mené, en août 2011, à la publication de l'exposé-sondage « Entités d'investissement ». Finalement en octobre 2012, la publication du document « Entités d'investissement (amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27) », vient préciser les critères permettant à une société de se qualifier comme entité d'investissement et prévoit une exception au principe de consolidation pour ces entités. Les principales incidences des amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 sont expliquées dans la section « Principales incidences du passage aux normes IFRS » ci-après.

En janvier 2011, afin de permettre aux sociétés de placement d'attendre l'entrée en vigueur éventuelle de normes révisées avant d'effectuer une conversion aux IFRS, le CNC a approuvé un report obligatoire au 1^{er} janvier 2013 de la date d'application des IFRS pour les sociétés de placement actuellement assujetties à la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18, Sociétés de placement. À la suite de la publication de l'exposé-sondage par l'IASB, le CNC a décidé en décembre 2011 d'accorder une année supplémentaire de report. Ainsi les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Entre-temps, la Société continuera d'appliquer les normes canadiennes actuelles.

Travaux réalisés à ce jour

La Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 - Diagnostic, étape 2 - Conception et planification et étape 3 - Mise en œuvre. Durant ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins ainsi que de l'appui d'experts externes.

La phase de diagnostic a débuté en 2009 et s'est poursuivie au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Cette phase a permis à la Société d'identifier les domaines où l'application des normes IFRS aurait davantage d'incidences. En 2011 et 2012, la Société a continué d'effectuer une vigie des travaux de l'IASB entourant l'évolution des normes IFRS, en particulier celles relatives aux entités d'investissement. Au cours du dernier trimestre de 2011, la Société a procédé à une première analyse des normes proposées dans l'exposé-sondage afin de déterminer leurs incidences sur sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information.

À la suite de la publication des nouvelles normes portant sur les entités d'investissement à la fin de l'année 2012, la Société sera en mesure de compléter la phase de diagnostic. Au cours des dernières semaines, elle a procédé à une analyse préliminaire des nouvelles normes IFRS publiées dans les amendements afin de déterminer leurs incidences sur sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information. Dans le cadre de ce diagnostic, la Société se penchera sur les incidences possibles d'éléments nouveaux ayant été inclus aux états financiers de la Société depuis le diagnostic initial. La comptabilisation des impôts en main remboursables au titre de gain en capital a déjà été identifiée comme étant un élément à analyser.

Au premier semestre 2013, la Société vise à compléter la phase de diagnostic et débiter la phase de conception et planification, laquelle sera suivie de la phase de mise en œuvre.

Principales incidences du passage aux normes IFRS

La publication par l'IASB du document « Entités d'investissement (amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27) » définit les entités d'investissement et prévoit une exception au principe de consolidation pour ces entités. Selon cette exception, les entités d'investissement évaluent leurs placements dans des entités qu'elles contrôlent à la juste valeur – au lieu de les consolider – et elles inscrivent les variations de juste valeur aux résultats. Sur la base des travaux effectués à ce jour, la Société est d'avis qu'elle répond à la définition d'entité d'investissement présentée dans les amendements qui se rapprochent donc de l'esprit de la norme NOC-18 actuellement en vigueur au Canada. Elle n'anticipe donc plus d'incidence significative sur la comptabilisation de ses participations majoritaires. Les amendements précisent également certaines obligations de divulgation d'informations concernant ces investissements dans des entités contrôlées. La Société évalue les impacts possibles sur la divulgation dans ses états financiers.

Finalement, l'application de la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat sur la comptabilisation des impôts en main remboursables au titre de gain en capital aura possiblement une incidence sur les états financiers de la Société. L'évaluation de cet enjeu reste à compléter.

Quantification des incidences

À la suite de la publication des amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27, la Société n'anticipe plus d'incidence sur ses résultats et sa situation financière en lien avec la comptabilisation de ses participations majoritaires.

La Société doit compléter ses analyses pour déterminer les incidences possibles liées à la comptabilisation des impôts sur le résultat.

Sur la base des travaux effectués à ce jour, la Société n'anticipe aucune autre incidence significative sur ses résultats et sa situation financière lors du passage aux IFRS.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont liées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

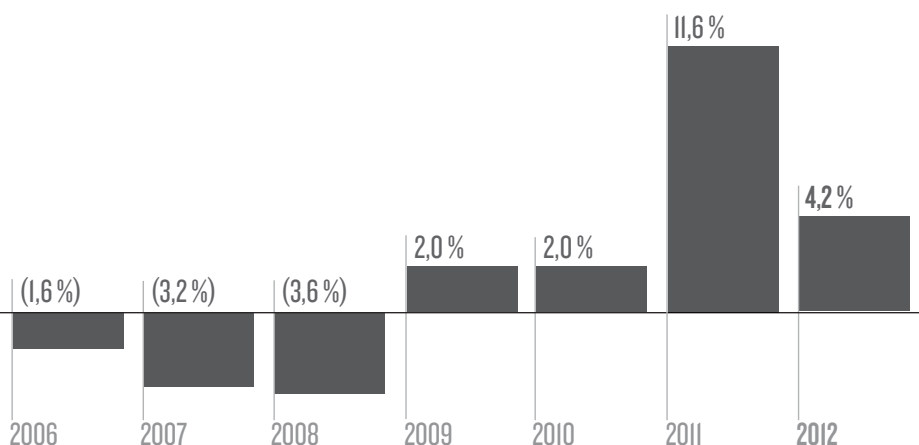
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les sept derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

RENDEMENT ANNUEL



RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 31 DÉCEMBRE 2012

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
1,5 %	3,0 %	5,6 %	4,1 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIF

Au 31 décembre 2012, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

CATÉGORIES D'ACTIF	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Capital de développement	11,6
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	24,9
Innovations technologiques	1,3
Capital de risque – Santé	0,2
Fonds	10,5
Total – Investissements à impact économique québécois	48,5
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	1,5
Obligations	43,7
Actions privilégiées	4,8
Total – Autres investissements	50,0

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2012, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs*	32,7
Financement-Québec	8,4
Fiducie du Canada pour l'habitation	8,1
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	3,5
Province de Québec	3,3
Banque de Montréal	2,5
Financière CDP	2,4
Banque Toronto Dominion	1,9
Banque Royale	1,7
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,4
Banque de Nouvelle-Écosse	1,4
LNH Banque de Nouvelle-Écosse (garanti SCHL)	1,0

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 32,7 % de l'actif net de la Société sont :

- A. & D. Prévoist inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Avjet Holding inc.
- Camoplast Solideal inc.
- Capital croissance PME S.E.C.
- CBR Laser inc.
- Corporation de Développement Knowlton inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s inc.
- Groupe Filgo inc.
- Groupe TELECON
- La Coop fédérée
- Urecon Ltée
- Vision Globale A.R. Ltée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 13 février 2013

Le 13 février 2013

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 13 février 2013. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers
31 décembre 2012



Le 13 février 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2012 et 2011, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes afférentes aux états financiers constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus, au cours de nos audits, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2012 et 2011 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	2012 \$	2011 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	659 045	541 909
Autres investissements (note 5)	670 572	667 873
Encaisse	7 357	14 905
Comptes débiteurs (note 6)	29 946	16 820
Impôts sur les bénéfices (note 14)	18 350	14 548
	1 385 270	1 256 055
Passif		
Comptes créditeurs (note 8)	2 932	6 173
Billets à payer (note 9)	10 921	14 335
Impôts sur les bénéfices (note 14)	14 971	15 120
	28 824	35 628
Actif net	1 356 446	1 220 427
Nombre d'actions ordinaires en circulation	118 243 301	110 775 643
Actif net par action ordinaire	11,47	11,02

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle _____, administrateur

(signé) Jacques Plante _____, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2012	2011
	\$	\$
Produits		
Intérêts	43 474	41 142
Dividendes	6 275	3 161
Honoraires de négociation	3 143	1 904
Frais d'administration	599	687
	<hr/>	<hr/>
	53 491	46 894
	<hr/>	<hr/>
Charges		
Frais de gestion	27 529	27 283
Autres frais d'exploitation (note 13)	3 376	5 137
Services aux actionnaires (note 13)	1 611	1 774
	<hr/>	<hr/>
	32 516	34 194
	<hr/>	<hr/>
Revenu net d'investissement	20 975	12 700
	<hr/>	<hr/>
Gains (pertes) sur investissements		
Réalisés	54 748	21 614
Non réalisés	(12 372)	96 143
	<hr/>	<hr/>
	42 376	117 757
	<hr/>	<hr/>
Impôts sur les bénéfices (note 14)	9 916	7 869
	<hr/>	<hr/>
Bénéfice net de l'exercice	53 435	122 588
	<hr/>	<hr/>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	115 382 984	107 059 998
	<hr/>	<hr/>
Bénéfice net par action ordinaire	0,46	1,15

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)

	2012						
	Nombre d'actions	Capital- actions \$	Surplus d'apport ** \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
				Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2011	110 775 643	1 102 322	6 843	40 770	70 492	111 262	1 220 427
Résultats de l'exercice							
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 9 916 \$ et de 0 \$, respectivement	-	-	-	65 807	(12 372)	53 435	53 435
Opérations sur le capital-actions *							
Émission d'actions ordinaires	13 611 202	149 994	-	-	-	-	149 994
Rachat d'actions ordinaires	(6 143 544)	(62 571)	(4 839)	-	-	-	(67 410)
	7 467 658	87 423	(4 839)	65 807	(12 372)	53 435	136 019
Solde au 31 décembre 2012	118 243 301	1 189 745	2 004	106 577	58 120	164 697	1 356 446
	2011						
	Nombre d'actions	Capital- actions \$	Surplus d'apport ** \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
				Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2010	102 908 090	1 026 015	5 157	10 530	(21 856)	(11 326)	1 019 846
Résultats de l'exercice							
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 4 074 \$ et de 3 795 \$, respectivement	-	-	-	30 240	92 348	122 588	122 588
Opérations sur le capital-actions *							
Émission d'actions ordinaires	15 525 561	153 955	-	-	-	-	153 955
Rachat d'actions ordinaires	(7 658 008)	(77 648)	1 686	-	-	-	(75 962)
	7 867 553	76 307	1 686	30 240	92 348	122 588	200 581
Solde au 31 décembre 2011	110 775 643	1 102 322	6 843	40 770	70 492	111 262	1 220 427

* Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

** Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars)

	2012 \$	2011 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	53 435	122 588
Ajustements pour		
Gains réalisés sur investissements	(54 748)	(21 614)
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	12 372	(96 143)
Amortissement des logiciels	-	313
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	3 898	3 059
Impôts futurs	191	3 554
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(2 498)	(3 179)
	<hr/> 12 650	<hr/> 8 578
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	(7 732)	10 796
	<hr/> 4 918	<hr/> 19 374
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements à impact économique québécois	(228 044)	(138 404)
Acquisitions d'autres investissements	(494 939)	(725 891)
Produits de la cession d'investissements à impact économique québécois	127 434	122 460
Produits de la cession d'autres investissements	486 509	588 851
	<hr/> (109 040)	<hr/> (152 984)
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	149 994	153 955
Rachat d'actions ordinaires	(67 410)	(75 962)
	<hr/> 82 584	<hr/> 77 993
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	<hr/> (21 538)	<hr/> (55 617)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<hr/> 32 491	<hr/> 88 108
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)	<hr/> <hr/> 10 953	<hr/> <hr/> 32 491
Renseignements supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	13 916	(3 826)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de treize membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, prêts et avances

Les participations en actions non cotées et les prêts et avances sont inscrits à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées et en des contrats de change. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de convention de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs et comptes créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance originale est inférieure à 90 jours.

La juste valeur des comptes débiteurs (sauf les montants à recevoir sur les cessions d'investissements), de l'encaisse et des comptes créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est établie de la même façon que celles des investissements à impact économique québécois.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan.

Aux résultats, les plus ou moins values réalisées ou non réalisées sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Billets à payer

Les billets à payer sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à la date du bilan.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Selon ces règles, la Société peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Constataion des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

Gains et pertes réalisés sur billets à payer

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer sont comptabilisés lorsque le billet est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement de ce billet et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

3 Modification future de conventions comptables

À titre de société de placement, la Société cessera d'établir ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel qu'il est décrit à la Partie V du Manuel de l'ICCA - Normes comptables en vigueur avant le basculement, pour les périodes commençant le 1^{er} janvier 2014. À ce moment, la Société commencera à appliquer les IFRS tel qu'il est indiqué à la Partie I du Manuel de l'ICCA - IFRS, comme référentiel comptable.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	2012		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	316 091	34 355	350 446
Actions privilégiées	78 465	2 142	80 607
Prêts et avances	225 225	(2 708)	222 517
Garantis			
Prêts et avances	5 633	(158)	5 475
	625 414	33 631	659 045
			2011
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	216 820	(3 649)	213 171
Actions privilégiées	66 845	61 477	128 322
Prêts et avances	208 438	(14 640)	193 798
Garantis			
Prêts et avances	6 881	(263)	6 618
	498 984	42 925	541 909

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en devises étrangères pour une juste valeur de 93,9 M\$ (150,9 M\$ au 31 décembre 2011).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,3 % (11,6 % au 31 décembre 2011) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,2 années (4,3 années au 31 décembre 2011). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Catégorie d'actif	2012				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)	valeur	engagés	total
		non		mais non	
	\$	réalisé	\$	déboursés ¹	\$
		\$			\$
Capital de développement	155 817	2 108	157 925	3 596	161 521
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	285 690	52 684	338 374	12 500	350 874
Innovations technologiques	25 196	(7 521)	17 675	-	17 675
Capital de risque - Santé	13 456	(11 056)	2 400	-	2 400
Fonds	145 255	(2 584)	142 671	126 254	268 925
Total	625 414	33 631	659 045	142 350	801 395

Catégorie d'actif	2011				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)	valeur	engagés	total
	\$	réalisé	\$	déboursés ¹	\$
		\$			\$
Capital de développement	154 340	(5 954)	148 386	5 250	153 636
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	169 776	18 907	188 683	24 096	212 779
Innovations technologiques	38 233	(14 238)	23 995	-	23 995
Capital de risque - Santé	34 482	50 593	85 075	-	85 075
Fonds	102 153	(6 383)	95 770	122 476	218 246
Total	498 984	42 925	541 909	151 822	693 731

¹ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

2013	2014	2015	2016	2017 et suivants	Total
60 009 \$	21 447 \$	18 958 \$	15 874 \$	26 062 \$	142 350 \$

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	2012		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales ou garanties	178 728	5 758	184 486
Provinciales, municipales ou garanties	228 099	4 062	232 161
Institutions financières	136 665	5 889	142 554
Sociétés	30 983	2 415	33 398
	574 475	18 124	592 599
Instruments de marché monétaire ¹	13 508	-	13 508
Contrats de change ²	-	(247)	(247)
Actions privilégiées	63 500	1 212	64 712
Total	651 483	19 089	670 572

Répartition des obligations par échéance

	2012			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	278 566	295 909	574 475
Valeur nominale	-	272 869	282 370	555 239
Juste valeur	-	283 799	308 800	592 599
Taux moyen nominal ³	-	3,22 %	3,96 %	3,59 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	3,20 %	2,79 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2011		
	Coût \$	Gain non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	179 559	8 538	188 097
Provinciales, municipales ou garanties	195 181	8 503	203 684
Institutions financières	133 952	3 270	137 222
Sociétés	31 294	1 832	33 126
	539 986	22 143	562 129
Instruments de marché monétaire ¹	63 355	-	63 355
Contrats de change ²	-	296	296
Actions privilégiées	41 648	445	42 093
	644 989	22 884	667 873

Répartition des obligations par échéance

Échéance	2011			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût non amorti	-	215 579	324 407	539 986
Valeur nominale	-	212 372	308 123	520 495
Juste valeur	-	218 994	343 135	562 129
Taux moyen nominal ³	-	2,94 %	4,41 %	3,81 %
Taux moyen effectif	-	2,25 %	3,58 %	3,05 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2012, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 2 et 9 mois (entre 0 et 11 mois au 31 décembre 2011).

² Les contrats de change pour vendre un notionnel de 114,0 M\$ US et de 1,4 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (153,6 M\$ US et 1,1 M\$ AU au 31 décembre 2011).

³ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Comptes débiteurs

	2012	2011
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	4 665	4 921
Taxes de vente à recevoir	761	737
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	23 436	10 565
Autres comptes débiteurs	1 084	597
	29 946	16 820

Les débiteurs incluent des montants à recevoir sur les cessions d'investissements évalués en devises étrangères de 22,8 M\$ (6,4 M\$ au 31 décembre 2011).

7 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ au près de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2012 et 2011, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

8 Comptes créditeurs

	2012	2011
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 859	4 669
Autres comptes créditeurs	1 073	1 504
	2 932	6 173

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 Billets à payer

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Au 31 décembre 2012, des billets à payer d'une juste valeur de 8,5 M\$ étaient liés à des investissements évalués en devises étrangères (9,6 M\$ au 31 décembre 2011).

Les billets à payer ont une échéance initiale de trois ans. Les billets non réglés à cette date devront faire l'objet d'une renégociation entre Desjardins Capital de risque, S.E.C. et la Société.

10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2013 est de 150 M\$. Au 31 décembre 2012 et 2011, cette limite a été respectée.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2012	2011
	\$	\$
Encaisse	7 357	14 905
Instruments de marché monétaire	3 596	17 586
	<u>10 953</u>	<u>32 491</u>

13 Charges

	2012	2011
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	269	229
Rémunération des administrateurs	368	321
Autres honoraires professionnels	704	3 547
Charges (produits) financiers	-	(25)
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	112	91
Développement informatique	1 291	380
Autres charges	632	281
Amortissement des logiciels	-	313
	<u>3 376</u>	<u>5 137</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Services aux actionnaires

Frais de fiduciaire	1 336	1 500
Communication de l'information aux actionnaires	134	138
Autres charges	141	136
	<u>1 611</u>	<u>1 774</u>

14 Impôts sur les bénéfices

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Impôts exigibles	9 725	4 315
Impôts futurs	191	3 554
	<u>9 916</u>	<u>7 869</u>

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2012	2011
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	25 277	52 052
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Gains réalisés et non réalisés sur investissements	(8 566)	(29 356)
Dividendes non imposables	(2 503)	(1 821)
Impôts remboursables	(4 632)	(14 548)
Autres	340	1 542
	<u>9 916</u>	<u>7 869</u>

c) Les soldes d'impôts sur les bénéfices comprennent les éléments suivants :

	2012		2011	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
	\$	\$	\$	\$
Impôts en main remboursables au titre de gain en capital réalisés	11 169	-	5 335	-
Impôts sur les bénéfices à recouvrer (à payer)	-	(8 036)	-	(6 344)
	<u>11 169</u>	<u>(8 036)</u>	<u>5 335</u>	<u>(6 344)</u>
Impôts futurs en main remboursables au titre de gain en capital non réalisés	7 181	-	9 213	-
Impôts futurs - Investissements	-	(6 935)	-	(8 776)
	<u>7 181</u>	<u>(6 935)</u>	<u>9 213</u>	<u>(8 776)</u>
	<u>18 350</u>	<u>(14 971)</u>	<u>14 548</u>	<u>(15 120)</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(255)	888
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(3 802)	7 273
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	(340)	1 009
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	(3 335)	1 626
	<u>(7 732)</u>	<u>10 796</u>

16 Opérations entre parties liées

La Société est liée à Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire. Ce dernier est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société était en vigueur pour un terme initial de dix ans, terminé le 31 décembre 2011. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, les parties ont convenu de renouveler la présente convention pour un an avec les mêmes modalités à l'exception du taux de frais de gestion.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser des frais de gestion équivalant à 2,25 % (2,5 % en 2011) de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

Une nouvelle convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Certaines dépenses relatives à la gouvernance auparavant prises en charge par DCR ainsi que des frais d'émission d'actions seront désormais à la charge de la Société. En contrepartie, le taux des frais de gestion annuels sera réduit à 2,02 % en 2013. Ce taux pourra être révisé selon certaines modalités prévues à la nouvelle convention.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2008. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2013. Toutefois, étant donné la révision des modalités de la convention de gestion entre la Société et son gestionnaire, les termes du contrat avec Fiducie Desjardins pourraient, par le fait même, être révisés.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	6 855	14 074
Autres investissements	4 165	26 079
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	35	87
Capital Desjardins		
Autres investissements	11 543	9 955
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	91	83
Desjardins Capital de risque inc.		
Comptes créditeurs	1 034	1 764
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Comptes créditeurs	141	45
Billets à payer	10 921	14 335
Fédération des Caisses Desjardins du Québec		
Comptes créditeurs	15	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	542	890
Comptes créditeurs	478	483
	2012	2011
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	416	591
Gains (pertes) sur investissements réalisés	4 971	(56)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(450)	(811)
Capital Desjardins		
Intérêts	448	36
Gains (pertes) sur investissements réalisés	-	173
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	542	6
Desjardins Capital de risque inc.		
Frais de gestion	27 529	27 283
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Gains (pertes) sur investissements réalisés	(223)	(691)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	1 262	1 980
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains (pertes) sur investissements réalisés	-	(3 581)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	-	3 663
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	511	365
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	1 336	1 500
Autres frais d'exploitation	112	120

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes.

Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

				2012
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	1 991	-	657 054	659 045
Autres investissements	476 862	193 710	-	670 572
Encaisse	7 357	-	-	7 357
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 436	23 436
				2011
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	5 572	-	536 337	541 909
Autres investissements	472 431	195 442	-	667 873
Encaisse	14 905	-	-	14 905
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	10 565	10 565

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'incidence est généralement reflétée dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur incidence dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, la Société considère l'incidence sur le portefeuille dans son ensemble comme marginale.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie :

	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	2012 Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565
Gains (pertes) réalisés	47 875	-	(824)
Gains (pertes) non réalisés	(6 556)	-	-
Acquisitions	230 526	-	18 298
Cessions	(151 128)	-	(4 603)
Transfert au niveau 1	-	-	-
Solde au 31 décembre 2012	657 054	-	23 436
Gains non réalisés sur investissements détenus au 31 décembre 2012	30 536	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	2011 Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$
Solde au 31 décembre 2010	433 759	280	3 037
Gains (pertes) réalisés	18 524	(3 581)	(533)
Gains (pertes) non réalisés	82 906	3 663	-
Acquisitions	140 421	-	13 094
Cessions	(127 032)	(362)	(5 033)
Transfert au niveau 1	(12 241)	-	-
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565
Gains non réalisés sur investissements détenus au 31 décembre 2011	82 870	-	-

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 9 à 10 et font partie intégrante des états financiers audités.

18 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2012



Le 13 février 2013

Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

**Aux actionnaires de
Capital régional et coopératif Desjardins**

En date du 13 février 2013, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») aux 31 décembre 2012 et 2011, et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédures d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 31 décembre 2012. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, dans tous ses aspects significatifs, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	51	-	221
Coopérative de travailleurs actionnaire de l'Usine de LVL de Ville-Marie	2011	CDév	-	28	-	28
Héli Explore inc.	2007	CDév	-	50	-	50
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	-	47	-	47
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	CDév	-	4	-	4
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	113	-	113
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	192	-	192
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	220	-	220
Transport scolaire R.N. Itée	2008	CDév	200	53	-	253
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	96	-	221
VCC-Massénoir inc. (anc. Vieux Comptoir Construction inc.)	2010	CDév	-	651	-	651
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	585	-	585
Total Abitibi-Témiscamingue			495	2 090	-	2 585
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech Itée	2007	CDév	70	198	100	368
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	216	-	216
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	355	-	355
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	CDév	-	301	-	301
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	465	-	2 715
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	219	-	219
Industries Jack inc.	2010	CDév	-	-	16	16
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	117	-	367
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	34	34
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Sirois Transport inc.	2009	CDév	-	417	75	492
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	530	-	530
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	454	-	454
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	CDév	125	153	-	278
Total Bas-Saint-Laurent			2 814	3 425	225	6 464
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	CDév	-	265	-	265
Base 4 inc.	2009	CDév	-	179	-	179
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	4 379	-	-	4 379
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Creaform inc.	2009	R & IM	500	6 785	-	7 285
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	542	-	542
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	23	-	23

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	1 250	-	1 250
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	IT	-	-	130	130
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	162	-	162
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	426	-	426
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			21 370	10 609	130	32 109
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	R & IM	3 800	8 600	-	12 400
CBR Laser inc.	2012	R & IM	-	20 000	-	20 000
Demtec inc.	2005	CDév	400	998	-	1 398
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	20	-	20
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	CDév	3 583	956	-	4 539
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	674	-	674
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 496	-	1 496
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	312	-	312
Total Centre-du-Québec			8 033	33 056	-	41 089
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	131	-	131
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	735	-	735
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	38	-	38
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	150	83	-	233
CIF Métal ltée	2005	R & IM	4 009	-	-	4 009
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	1 668	-	1 668
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	100	-	100
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	154	-	154
Groupe Filgo inc.	2012	R & IM	14 000	3 000	-	17 000
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	645	-	645
Hortau inc.	2010	CDév	556	-	-	556
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	2 500	1 543	-	4 043
Matiss inc.	2002	CDév	-	270	-	270
Métal Bernard inc.	2010	CDév	-	182	-	182
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	718	-	718
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	595	-	595
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	413	-	413
Structures D.L.D. ltée	2008	CDév	-	189	-	189
Total Chaudière - Appalaches			21 215	10 464	-	31 679

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Côte-Nord						
Boisaco inc.	2010	CDév	1 000	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	CDév	-	135	-	135
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	738	-	738
Total Côte-Nord			1 000	873	-	1 873
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	CDév	-	300	-	300
Camoplast Solideal inc.	2002	R & IM	30 837	-	-	30 837
Cogiscan inc.	2002	IT	849	1 300	-	2 149
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	832	-	832
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	800	-	800
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 148	-	1 148
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	2 175	-	2 175
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 388	-	1 388
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	263	-	263
Exo-s inc.	2012	R & IM	6 100	17 311	-	23 411
FilSpec inc.	2004	CDév	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	-	227	-	227
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	CDév	-	263	-	263
Imprimerie Précis-Grafik inc.	2009	CDév	-	650	-	650
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	904	-	904
Mirazed inc.	2007	CDév	780	25	-	805
Multi X inc.	2006	CDév	-	283	-	283
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	81	-	81
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	137	-	137
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			50 776	28 087	-	78 863
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	72	-	72
Azentic inc.	2006	CDév	-	289	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	1 120	-	1 120
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	1 505	-	600	2 105
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	875	-	875
Hôtel Baker ltée	2007	CDév	-	68	-	68
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 505	2 424	600	4 529

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	262	-	262
Groupe DCM inc.	2012	CDév	3 000	3 450	-	6 450
Total Lanaudière			3 000	3 712	-	6 712
Laurentides						
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	71	-	196
Total Laurentides			125	71	-	196
Laval						
Confiseries Régäl inc.	2011	R & IM	4 281	10 879	-	15 160
Équipement Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	149	-	149
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	3 558	-	3 558
Total Laval			4 281	14 586	-	18 867
Mauricie						
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	142	-	142
Groupe Telecon	2011	R & IM	12 000	16 218	-	28 218
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	308	50	375
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	CDév	-	3 540	-	3 540
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	153	-	153
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	556	-	556
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	496	-	496
Total Mauricie			12 017	21 413	50	33 480
Montérégie						
A. & D. Prévost inc.	2011	R & IM	9 472	9 350	-	18 822
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	142	-	142
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	310	-	310
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	3 730	-	3 730
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	72	-	72
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 827	6 555	-	12 382
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	76	-	76
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	3 775	-	3 775
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	1 313	-	1 313
Normandin inc.	2010	CDév	-	562	-	562
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	144	-	144
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	641	-	804
Urecon ltée	2012	R & IM	4 500	11 045	-	15 545
Total Montérégie			25 962	37 715	-	63 677

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Montréal						
3CI inc.	2007	CDév	1 500	-	-	1 500
9217-0935 Québec inc. (MVM)	2009	IT	200	-	50	250
ACCEO Solutions inc.	2012	R & IM	15 000	10 000	-	25 000
Alyotech Canada inc.	2006	R & IM	6 886	-	-	6 886
Arbell Electronics inc.	2008	CDév	1 260	1 202	329	2 791
AtmanCo inc. (ancien Biotonix (2010) inc.)	2010	IT	16	-	50	66
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 185	-	-	1 185
Cavalía inc	2010	R & IM	-	4 308	-	4 308
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	CDév	-	428	-	428
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	320	-	320
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	356	490	-	846
Formédica Ltée	2009	CDév	-	-	1 350	1 350
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	725	-	725
Groupe Graham International inc.	2011	R & IM	4 050	4 050	-	8 100
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	2 313	-	5 313
La Coop fédérée	2005	CDév	30 000	20 000	-	50 000
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 354	-	1 354
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	473	473
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	800	-	800
Vision Globale A.R. Itée	2012	R & IM	18 000	5 000	-	23 000
Total Montréal			81 453	50 990	2 252	134 695
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	IT	-	-	1 528	1 528
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	231	-	231
Evolutel inc.	2008	CDév	-	129	-	129
Expertonic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	675	-	675
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	11	-	11
Total Outaouais			-	1 046	1 528	2 574
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	297	-	297
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-	300
André Potvin cuisine/salle de bain inc.	2008	CDév	125	56	-	181
Charcuterie L. Fortin Itée	2008	CDév	-	82	-	82
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	661	-	661
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	329	-	329
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	316	-	316
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	414	-	414

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances		
			\$	\$	\$		
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	486	-	486
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	350	-	-	3 636
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	166	-	-	166
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	375	-	-	375
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	13	-	-	13
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356	-	356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	120	-	-	120
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	719	-	-	1 469
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	CDév	400	53	-	-	453
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	258	-	-	758
Végétolab inc.	2003	CDév	-	5	6	-	11
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	135	-	-	-	135
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	85	-	-	85
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	215	-	-	515
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			5 646	4 664	848	-	11 158
Hors Canada							
Pharmaxis Ltd	2010	CR – Santé	2 360	-	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	-	2 360
Fonds							
Capital croissance PME S.E.C.	2010	Fonds	52 024	-	-	-	52 024
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	60 750	-	-	-	60 750
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	8 092	-	-	-	8 092
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	8 955	-	-	-	8 955
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	Fonds	1 667	-	-	-	1 667
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	Fonds	1 100	-	-	-	1 100
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	2 650	-	-	-	2 650
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	10 017	-	-	-	10 017
Total Fonds			145 255	-	-	-	145 255
Total au coût			394 556	225 225	5 633	-	625 414

Légende par catégorie d'actif

Cdév :	Capital de développement
R & IM :	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT :	Innovations technologiques
CR – Santé :	Capital de risque - Santé
Fonds :	Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2012

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (88,3 %)				
Obligations fédérales et garanties (27,4 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2017-06-15, 2,05 %	17 000	17 298	17 302
	2018-12-15, 4,10 %	2 710	2 958	3 055
	2020-12-15, 3,35 %	29 419	29 663	32 082
	2021-06-15, 3,80 %	30 635	32 431	34 468
	2022-03-15, 2,65 %	22 000	22 596	22 694
LNH Banque de Nouvelle-Écosse ¹	2016-04-01, 4,05 %	13 317	13 975	14 174
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2014-04-01, 2,15 %	5 187	5 204	5 230
	2014-09-01, 2,60 %	15 957	16 103	16 184
	2015-09-01, 1,95 %	15 613	15 673	15 715
	2017-08-01, 1,70 %	10 101	9 993	9 985
PSP Capital Inc.	2017-02-16, 2,26 %	1 950	1 941	1 971
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2017-02-01, 4,35 %	10 500	10 893	11 626
Total obligations fédérales et garanties		174 389	178 728	184 486
Obligations provinciales, municipales ou garanties (34,6 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	5 500	5 525	5 720
	2018-05-09, 3,64 %	3 000	3 121	3 204
Financement-Québec	2014-06-01, 3,25 %	17 000	17 471	17 460
	2016-06-02, 1,57 %, taux variable	6 400	6 413	6 415
	2017-04-25, 1,56 %, taux variable	10 000	9 992	9 980
	2017-12-01, 3,50 %	20 055	20 897	21 464
	2018-12-01, 2,40 %	15 600	15 643	15 758
	2019-12-01, 2,45 %	42 386	42 333	42 427
Financière CDP	2015-07-15, 1,75 %, taux variable	29 614	29 634	29 681
	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 304	3 400
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2 000	2 058	2 184
	2019-06-03, 4,88 %	4 000	4 245	4 578
	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 191	2 203
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 566	1 618
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 022	3 205
Province de l'Ontario	2021-06-02, 4,00 %	3 975	4 103	4 399
	2022-06-02, 3,15 %	5 750	5 922	5 949
Province de Québec	2020-12-01, 4,50 %	19 670	21 440	22 386
	2021-12-01, 4,25 %	20 300	22 224	22 709
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 151	1 219
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 548	2 800
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 296	3 402
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		221 406	228 099	232 161

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (21,3 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-04-30, 4,11 %	6 400	6 564	6 710
	2016-11-08, 2,65 %	3 500	3 494	3 561
	2017-07-14, 3,95 %	4 800	4 898	5 145
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 219	2 346
Banque de Montréal	2016-04-21, 5,10 %	17 050	17 943	18 596
	2016-07-08, 3,98 %	1 000	1 015	1 057
	2018-03-28, 6,17 %	6 150	7 022	7 222
Banque de Nouvelle-Écosse	2017-06-08, 4,10 %	2 000	2 054	2 153
	2017-08-03, 2,90 %	3 000	3 000	3 054
	2019-10-18, 3,04 %	2 500	2 500	2 527
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	4 850	4 987	5 130
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 103	1 133
Banque Royale du Canada	2015-06-15, 4,35 %	8 500	8 733	8 967
	2016-01-11, 3,36 %	2 000	2 077	2 079
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 134	7 502	7 766
	2018-07-09, 5,83 %	10 400	11 375	12 160
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 148	4 412
Capital Desjardins inc.	2014-04-01, 5,76 %	1 500	1 528	1 567
	2020-05-05, 5,19 %	8 750	9 219	9 976
Daimler Canada Finance	2016-09-15, 3,28 %	1 000	1 032	1 032
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 184	1 253
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 598	2 753
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	2 000	2 129	2 312
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	434
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 024	1 078
	2019-07-30, 5,48 %	1 400	1 462	1 566
General Electric Capital Corporation	2015-01-26, 2,59 %, taux variable	2 000	2 000	2 026
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 533	1 753
Placements CI inc.	2015-12-14, 3,94 %	597	610	620
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 350	3 788	4 022
Société de Financement GE Capital Canada	2014-06-01, 4,40 %	6 500	6 742	6 745
	2017-08-17, 5,53 %	5 500	5 932	6 228
Société Financière IGM Inc.	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 145	2 283
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 315	2 481
VW Credit Canada inc.	2016-02-01, 3,60 %	390	390	407
Total obligations d'institutions financières		129 521	136 665	142 554
Obligations de sociétés (5,0 %)				
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 096	1 097
Bell Aliant Communications régionales	2019-02-26, 5,52 %	1 200	1 346	1 335
Bell Canada	2019-06-18, 3,35 %	1 500	1 522	1 544
	2021-05-19, 4,95 %	5 000	5 111	5 644
Cameco Corporation	2022-11-14, 3,75 %	1 000	1 000	994
Loblaw	2020-06-18, 5,22 %	3 500	3 601	3 984
Reliance LP	2017-03-15, 4,57 %	2 000	2 000	2 015

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	4 600	4 870	5 256
	2021-03-22, 5,34 %	2 700	2 730	3 091
Shaw Communications	2019-10-01, 5,65 %	675	692	759
TELUS	2019-12-04, 5,05 %	6 750	7 015	7 679
Total obligations de sociétés		29 925	30 983	33 398
Total obligations		555 241	574 475	592 599
Instruments de marché monétaire (2,0 %)				
Province de l'Ontario	2013-01-16, 1,28 %	9 912	9 912	9 912
Province de Québec	2013-02-08, sans coupon	3 600	3 596	3 596
Total instruments de marché monétaire		13 512	13 508	13 508
Contrats de change (0,0 %)				
Caisse centrale Desjardins	2013-03-28, 1,0294 \$ CA/\$ AU ²	1 400	-	-
	2012-03-28, 0,9946 \$ CA/\$ US	114 000	-	(247)
Total contrats de change			-	(247)
			Nombre d'actions	
Actions privilégiées (9,7 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	400	382
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	436
Banque de Montréal	Perpétuelle, 4,50 %	33 400	868	875
	Perpétuelle, 5,20 %	235 500	6 029	5 916
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 0,93 %	130 000	3 268	3 193
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 318
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 242
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	422
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 464
	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	156
	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 334
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 584
	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 772	1 822
	Perpétuelle, 4,50 %	48 600	1 193	1 265
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 397
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	409
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 357
	Perpétuelle, 6,25 %	20 000	500	526

²\$ AU: Dollar Australien

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
Actions privilégiées (suite)				
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	87 000	1 934	2 280
	Perpétuelle, 5,60 %	73 100	1 887	1 970
	Perpétuelle, 6,25 %	40 000	1 067	1 072
	Perpétuelle, 6,25 %	30 000	801	804
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	1 056
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %, taux variable	77 800	1 970	1 712
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	635
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	258
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	255
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 440
	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 391
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	2 065
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 526
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 112
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 666
	Perpétuelle, 6,00 %	30 000	737	777
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	372
	Perpétuelle, 5,90 %	155 000	3 981	4 185
	Perpétuelle, 6,00 %	135 300	3 347	3 603
	Perpétuelle, 6,20 %	16 700	415	435
Total actions privilégiées			63 500	64 712
Total autres investissements (100,0 %)			651 483	670 572

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2012

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C.	50.0			
	Abitibi-Témiscamingue				
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	91	-	91
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	119	-	119
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	176	-	176
	Diamants Stormoway (Canada) inc. (Les)	100	-	-	100
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	845	-	845
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	500	-	500
	Industries Béroma inc. (Les)	-	437	-	437
	Location Lauzon inc.	-	198	-	198
	Lucien Mirault inc.	-	160	-	160
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	458	458
	Ressources Cartier inc.	75	-	-	75
	Total Abitibi-Témiscamingue	250	2 526	458	3 234
	Bas-Saint-Laurent				
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 QC inc.)	-	197	-	197
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	250	250
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	150	-	150
	Groupe Fillion Sport inc.	-	371	-	371
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	125	-	125
	Total Bas-Saint-Laurent	-	843	250	1 093
	Capitale-Nationale				
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	250	-	250
	9239-0012 Québec inc. (Les Puits du Québec inc.)	-	209	-	209
	9261-8263 Québec inc. VU par Laforce inc.	-	-	74	74
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	294	-	294
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	250	250
	Éditions Gladius International inc.	-	-	177	177
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	161	-	161
	La Forfaiterie inc.	-	132	-	132
	Pixelweb Télécom inc. (7921527 Canada inc.)	-	-	300	300
	RCAA-Planifika inc.	-	-	250	250
	Total Capitale-Nationale	-	1 046	1 051	2 097
	Centre-du-Québec				
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	944	944
	9268-3069 Québec inc. (Fenêtres Sélection)	-	125	-	125
	Fempro I inc.	-	1 863	-	1 863
	Total Centre-du-Québec	-	1 988	944	2 932

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances	
				\$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0			
	Chaudière - Appalaches				
	Décoplex inc.	-	-	543	543
	Gesdix inc.	-	300	-	300
	Groupe Bertec inc.	-	150	-	150
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	375	375
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	250
	Recyc RPM inc.	-	375	-	375
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	750	750
	Ultima Fenestration inc.	-	246	-	246
	Total Chaudière - Appalaches	250	1 071	1 668	2 989
	Côte-Nord				
	9250-5528 Québec inc.	-	104	-	104
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	775	775
	Benoit Vigneault Itée	-	600	-	600
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	125	125
	Clinique d'optométrie VU (Thetford Mines) inc. (9256-5076QC)	-	-	83	83
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	175	-	175
	Express Havre St-Pierre Itée	-	-	675	675
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	300	-	300
	Location Paul Boudreau inc.	-	703	-	703
	Pavages Nordic inc.	-	300	-	300
	Santerre Électrique inc.	-	1 000	300	1 300
	Sécurgence inc.	-	321	-	321
	Zone Vue (Québec) inc.	-	-	110	110
	Total Côte-Nord	-	3 503	2 068	5 571
	Estrie				
	Innotex inc.	-	125	-	125
	Plastech inc.	-	-	288	288
	SE2 inc.	-	-	63	63
	VR2 Distribution inc.	-	-	125	125
	Total Estrie	-	125	476	601
	Lanaudière				
	Thermo Structure inc.	-	625	-	625
	Total Lanaudière	-	625	-	625
	Laval				
	Modus FX inc.	-	-	354	354
	Total Laval	-	-	354	354

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0			
	Mauricie				
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	343	343
	Louis Lafrance & fils ltée	-	330	-	330
	Progi.com inc.	-	400	-	400
	RGF Électrique inc.	-	349	-	349
	Total Mauricie	-	1 079	343	1 422
	Montérégie				
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	141	-	141
	9120-6094 Québec Inc. (Lanla)	-	270	-	270
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	400	400
	Action Mécanique inc.	-	107	-	107
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	1 000	1 000
	C.R.S./Vamic inc.	-	318	-	318
	Équipements de Piscine Carvin inc. (Les)	-	-	608	608
	Fibres Serden inc. (Les)	-	150	-	150
	Groupe Loiselle inc.	-	525	-	525
	Hygie Canada inc.	-	-	488	488
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)	-	-	469	469
	Instruments Isaac inc.	-	176	-	176
	Ressorts Foster ltée (Les)	-	125	-	125
	Station Skyspa inc.	-	-	685	685
	Total Montérégie	-	1 812	3 650	5 462
	Montréal				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 500	-	1 500
	9178-6574 Québec Inc. (Moment Factory)	-	233	-	233
	Attraction Média inc.	-	934	-	934
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	1 000	1 000
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	1 158	1 158
	CTA de Negotium	-	925	-	925
	DEK Canada inc.	-	1 550	-	1 550
	Emballages Stuart inc.	625	625	-	1 250
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	72	-	-	72
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)	-	500	-	500
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	248	248
	Groupe Tolgeco inc.	-	1 250	-	1 250
	LVL Studio inc.	500	500	-	1 000
	M.C. Crystal inc.	-	-	148	148
	Magellan Aviation Services inc.	-	245	-	245
	Richporter Technology Ltee	-	500	-	500
	Sid Lee inc.	-	-	1 983	1 983
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	442	-	442
	Source Évolution inc.	-	-	1 000	1 000
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	1 200	-	1 200
	Total Montréal	1 197	10 404	5 537	17 138

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0			
	Nord-du-Québec				
	Ressources GéoMégA inc.	75	-	-	75
	Total Nord-du-Québec	75	-	-	75
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1 500	1 500
	Total Outaouais	-	-	1 500	1 500
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	750	-	750
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	174	-	774
	Ambulance Médilac inc.	-	438	-	438
	C.R.O.I. (div. de 9068-6767 Québec inc.)	-	300	-	300
	Cam-Trac Sag-Lac inc.	267	-	-	267
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	200	200
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	125	125
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	125	125
	Hélicoptères Panorama ltée	-	-	871	871
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Qc inc.)	-	-	300	300
	Location A.L.R. Inc.	-	258	-	258
	Matelas Lion d'or inc.	-	86	-	86
	Mécanique Plomb O Gaz inc.	250	-	299	549
	Messagerie du Fjord inc.	-	425	-	425
	Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	-	400	-	400
	Sports Guy Dumas inc.	-	267	-	267
	Transports J.M.G. inc.	-	-	108	108
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 117	3 098	2 028	6 243
		2 889	28 120	20 327	51 336
	Fonds engagés mais non déboursés				13 591
	Total Capital croissance PME, S.E.C.				64 927

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54.49			
	7525443 Canada inc. (Inflotrolix)	204	204	-	408
	9199-4012 Québec Inc. (Centre de Tri)	68	-	61	129
	Albert Perron inc.	695	-	282	977
	Asmacure inc.	518	-	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.	814	-	-	814
	Biocéan Canada inc.	-	327	-	327
	Boisaco inc.	1 635	-	-	1 635
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	148	-	148
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.	-	84	-	84
	Conception GSR inc.	82	-	-	82
	Éocycle Technologies inc.	815	-	327	1 142
	Équipements Comact inc.	232	-	-	232
	Équipements Julien Achard ltée ET Conception GSR inc.	-	125	-	125
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)	305	-	-	305
	Groupe Domax inc.	-	163	54	217
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	213	518	731
	H2O Innovation inc.	53	-	-	53
	Kanwal inc.	-	-	613	613
	LeddarTech inc.	317	-	-	317
	Logiciels Dynagram inc. (Les)	-	57	-	57
	LVL Global inc.	191	-	245	436
	Mayer Intégration inc.	-	154	-	154
	Medicago inc.	403	-	-	403
	Microsystemes DOG inc (Cadens Imaging)	-	381	-	381
	Novidév Santé active inc.	-	272	-	272
	OptoSecurity inc.	-	101	-	101
	P.L.C. inc.	-	54	-	54
	Produits forestiers LAMCO inc.	311	-	-	311
	Roemec Mining inc.	163	-	272	435
	Silicycle inc.	158	-	-	158
	Solutions Extenway inc.	520	-	-	520
	Technologies Crysam inc.	-	136	-	136
	Tranzyme Pharma inc.	94	-	-	94
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	725	-	-	725
	Wanted Technologies Inc.	851	-	-	851
		9 926	2 419	2 372	14 717
	Fonds engagés mais non déboursés				11 920
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				26 637

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Total \$
31-12-2012 Novacap Technologies III, S.E.C. - Sept investissements	6 430	3 586	10 016

Les sept investissements sont :

- Chemical Computing Group inc.
- Creaform inc.
- iWeb Group inc.
- PKW Holdings inc.
- Stingray Digital Group inc.
- Synergx Technologies inc.
- Technomedia Holding Corporation inc.

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.





Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 760, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8